

# «Depuis trente ans, l'humanitaire s'émancipe du pouvoir»

Rony Brauman anime le centre de réflexion et de formation de l'association Médecins sans frontières dont il est l'ancien président. Il a donné la leçon d'ouverture du semestre de printemps et ouvert ainsi le cycle des Grandes conférences du 450<sup>e</sup> anniversaire de l'Université

**Campus:** Comment avez-vous réagi à l'opération «Plomb durci» qu'Israël a lancée cet hiver dans la bande de Gaza?

*Rony Brauman:* J'ai eu un sentiment de révolte et d'indignation mêlé d'un mouvement de solidarité vis-à-vis des Palestiniens de Gaza qui ont fait les frais de cette démesure dans la violence. Ma conviction est qu'avec cette opération, Israël a franchi un pas de plus sur le chemin qui la mène vers l'abîme. Cela étant dit, ce qui m'a choqué aussi, c'est l'évolution perverse du discours traitant de cette guerre. Dès le début, la propagande israélienne a martelé qu'il n'y avait pas de crise humanitaire, que la situation était sous contrôle et que les convois d'aide pouvaient passer...

**Ce qui était faux...**

Oui, mais ce qui est plus grave, c'est qu'à de nombreuses reprises, des journalistes m'ont demandé, à moi ainsi qu'à d'autres représentants de l'aide humanitaire, s'il y avait vraiment une crise humanitaire à Gaza. Que l'on pose une telle question alors que l'on assiste à un déluge de feu sur une ville très densément peuplée et que les morts et les blessés se comptent déjà par milliers montre que la formulation «crise humanitaire» relève de la langue de bois et que sa première fonction est d'empêcher de penser. Dire: «Quelle est la situation humanitaire?» n'a littéralement aucun sens. C'est une fausse conceptualisation qui empêche de comprendre la situation du point de vue humain et politique. C'est comme demander si une personne qui s'est fait passer à tabac souffre d'une crise orthopédique, ou appeler un viol une crise gynécologique. C'est cet emploi hors limite du terme humanitaire qui caractérise ce conflit.

**L'humanitaire a pris de l'importance dans l'opinion. N'y a-t-il pas un risque d'instrumentalisation, comme en Irak, où l'on s'est servi d'un argument humanitaire – renverser un tyran – pour mener une guerre pour le pétrole?**

Cela me laisse de marbre. Historiquement, le mouvement humanitaire est né dans le cadre d'une rhétorique de pouvoir. Au XVI<sup>e</sup> siècle, la grande motivation des conquérants espagnols aux Amériques était la lutte contre les sacrifices humains – fût-ce au prix de la décimation des Amérindiens. On retrouve ce discours dominateur avec l'impérialisme colonial du XIX<sup>e</sup> siècle et l'idée qu'il est du devoir de

partisans de l'ingérence humanitaire, de la défense des droits de l'homme, et donc les valeurs de l'Occident démocratique, par la force.

**Les deux positions ne sont-elles pas compatibles?**

Non. Très logiquement, des gens comme Kouchner et Glucksmann ont été amenés à approuver l'intervention en Irak en 2003. Non pas au nom de la sécurité mondiale, car ils savaient bien que les armes de destruction massive n'existaient pas, mais au nom des droits de l'homme et du fait que Saddam Hussein était un tyran qu'il fallait renverser. Je suis persuadé qu'il ne faut ni approuver ni désapprouver quel-

«Il ne faut ni approuver ni désapprouver quelque conflit que ce soit au nom de l'humanitaire»

l'homme blanc de civiliser les barbares, par la force. J'affirme pour ma part que, depuis une trentaine d'années, l'humanitaire s'émancipe du pouvoir politique de manière progressive, bien que ce processus soit loin d'être complet ni même partagé par tous. Tous les conflits d'idées que j'ai pu avoir avec Bernard Kouchner, un des fondateurs de Médecins sans frontières (MSF) et actuel ministre des Affaires étrangères en France, l'illustrent bien. Je suis convaincu qu'il faut arracher l'humanitaire à la décision politique, tandis que lui tout comme André Glucksmann et d'autres intellectuels français sont

que conflit que ce soit au nom de l'humanitaire. Sinon on devra porter un jugement sur toutes les autres guerres qui ne pourra plus être a priori négatif. Il variera en fonction des conditions. La seule manière de se sortir de ce piège est de se tenir à l'écart de tout jugement ou de se déclarer pacifiste.

**Ce sont deux façons très différentes d'être «humanitaire»...**

Oui. L'une est d'intervenir dans une guerre afin d'en adoucir les méfaits, d'aménager des oasis d'humanité. L'autre, c'est la réfutation de la



### **Vous leur en êtes reconnaissant?**

A plus d'un titre. Cette affaire montre à quel point les enjeux politiques dans le tiers-monde sont encore assimilés à la lutte des forces de la civilisation contre celles de la sauvagerie. Car, dans cette histoire, qu'est-ce que le génocide?

C'est le mal absolu. Les victimes d'un génocide? L'innocence personnifiée. La simplification est commode: c'est le bien contre le mal. On est revenu au temps des colonies.

### **Comment sortir de cette logique?**

En restituant la complexité des situations. Malheureusement, en temps réel, les chances de succès auprès de l'opinion sont du côté des simplificateurs. Ceux qui défendent une vision plus complexe sont disqualifiés dans la compétition médiatique. Certains ont tenté d'expliquer qu'au Darfour, ce n'est pas un génocide qui a lieu, mais une guerre civile, qui a commencé avec un soulèvement, qui a généré à son tour une contre-insurrection dans laquelle les rebelles ont joué un rôle, etc. Mais cela ne fait pas le poids devant une dénonciation bien ficelée, drapée dans un manteau humanitaire. Cela dit, même à moyen terme, j'observe que des voix moins manichéennes finissent par se faire entendre. MSF, par exemple, a choisi depuis longtemps de se situer dans une communication plus complète et plus critique. Avec succès puisque cette organisation a réussi à s'imposer comme un acteur important et écouté à l'échelle internationale. ■

Propos recueillis par Vincent Monnet et Anton Vos

guerre. Les deux sont moralement défendables. Moi, j'ai choisi la première position. La guerre est une réalité et sauver quelques corps, adoucir quelques souffrances dans ce contexte ne signifie pas que l'on collabore au conflit. Mais je comprends aussi ceux qui ne veulent rien avoir à faire avec la guerre, même pas pour secourir les victimes, car cela signifierait déjà, pour eux, d'entrer dans une logique qu'ils condamnent.

### **L'action humanitaire, elle aussi, a besoin de moyens et d'une visibilité auprès de l'opinion pour être efficace. Certains conflits sont pourtant si peu médiatisés que l'on pourrait penser qu'ils sont oubliés...**

Je trouve cette notion de «conflit oublié» très contestable. On a tendance à confondre l'information avec le journal télévisé du soir. Pourtant, le contenu de ce dernier ne remplirait pas un quart de page d'un quotidien. La presse écrite et électronique nous offre une capacité d'information bien plus grande. Si on veut savoir ce qui se passe, on le peut. Ce ne sont pas les prétendues carences de la presse qui caractérisent ces conflits «oubliés», mais le désintérêt du public. De leur côté, certains humanitaires ont tendance à héroïser leur situation en se posant comme les porte-parole des victimes de «conflits oubliés» de façon indue voire illicite, alors que personne ne les a nommés à ce poste.

### **D'autres ont une vision messianique de l'humanitaire comme les responsables de l'Arche de Zoé. Qu'en pensez-vous?**

L'Arche de Zoé est née à la suite du tsunami de décembre 2004 dans un moment de démagogie compassionnelle intense. Les membres de l'association se sont présentés comme des sauveteurs francs-tireurs, qui prennent leur 4x4 pour atteindre des populations que les grosses agences, paralysées par la bureaucratie, ne sont plus à même de secourir. Ensuite, quand il s'est agi d'aller au Darfour, ils ont accentué ce trait. Comme ils l'affirment eux-mêmes, ils ont repris à leur compte la description de la situation telle qu'elle a été faite par des personnalités politiques de haut rang et de tous bords en France et dans d'autres pays ainsi que par divers intellectuels (toujours les mêmes). Tous dénonçaient en cœur le génocide en cours et conspuaient les tergiversations diplomatiques et l'impuissance de l'aide humanitaire sur place. Ces gens-là ont dressé un cadre dans lequel l'initiative de l'Arche de Zoé prenait tout son sens. Les membres de l'association sont donc allés arracher à leur famille des enfants qu'ils prétendaient inéluctablement promis à la mort. Le fait qu'ils répondent aujourd'hui de leurs actes est positif, car cela rappelle que les humanitaires n'ont pas le champ libre, mais qu'il existe des règles et des lois auxquelles ils doivent se soumettre.